



LA POUDRIÈRE DE GAZA : les journalistes palestiniens pris entre deux feux

Décembre 2006

Enquête : Jean-François Julliard - Robert Ménard - Hajar Smouni

Reporters sans frontières - Bureau Moyen-Orient

5, rue Geoffroy Marie - 75009 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : moyen-orient@rsf.org

Web : www.rsf.org

La poudrière de Gaza : les journalistes palestiniens pris entre deux feux

Les journalistes qui travaillent dans les Territoires palestiniens sont exposés à une double menace : celle de l'armée israélienne, responsable, depuis 2000, de nombreuses exactions à leur endroit et celle, plus récente, des différentes factions palestiniennes, lesquels n'hésitent plus à s'en prendre aux médias qui les critiquent. La bande de Gaza est devenue, en 2006, le théâtre de très durs affrontements interpalestiniens. Les tensions entre le Hamas parti islamique au pouvoir, élu en début d'année, et le Fatah, dont est issu le président Mahmoud Abbas, ont conduit à une impasse politique et paralysé les institutions palestiniennes. Cette division au sein de l'exécutif a inévitablement eu de violentes répercussions dans la rue. Certes, les factions palestiniennes s'affrontent depuis le début de la seconde Intifada (2000). Des groupes criminels et des milices affiliées à de grandes familles palestiniennes sont également impliqués dans ces violences fratricides. Mais les luttes internes ont atteint en 2006 leur paroxysme avec l'intensification de la rivalité entre les deux grandes formations politiques.

Une délégation de Reporters sans frontières s'est rendue du 4 au 7 décembre 2006 dans la bande de Gaza et en Israël afin de mieux connaître les conditions de travail des journalistes qui pâtissent inévitablement de cette situation. L'organisation a été reçue par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, celui-ci a redit sa détermination de faire respecter le

travail des médias. Reporters sans frontières a également rencontré des responsables des factions présentes dans la bande de Gaza : le Jihad islamique, le Fatah, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Hamas. Enfin, l'organisation s'est entretenue avec des journalistes palestiniens, travaillant pour des médias publics et privés.

Face à des représentants de l'armée israélienne et abordant le problème des journalistes blessés et tués dans les Territoires par des soldats de Tsahal, Reporters sans frontières a réitéré sa demande : des enquêtes doivent être mises en place afin de déterminer les circonstances de ces incidents et les résultats doivent être rendus publics.

Si tous les représentants des factions palestiniennes et de l'armée israélienne affichent leur volonté de respecter la liberté de la presse et le travail des journalistes, les chiffres démentent les uns et les autres. Au cours de la seule année 2006, l'armée israélienne a agressé et menacé seize journalistes et détruit les locaux de trois médias tandis que des militants palestiniens ont endommagé les bureaux de sept médias, brûlant ou brisant leur matériel, en agressant, au moins, quatre professionnels de l'information. Par ailleurs, six journalistes étrangers ont été enlevés dans la bande de Gaza par des Palestiniens.

Les professionnels des médias au cœur d'une lutte fratricide

L'aggravation des tensions interpalestiniennes et les difficultés de l'Autorité à mettre en place un gouvernement d'union nationale ont rendu le travail des journalistes plus difficile, particulièrement dans la bande de Gaza, un peu moins en Cisjordanie, plus sûre, plus stable, l'Autorité palestinienne y contrôlant mieux les forces de l'ordre. Il suffit qu'ils appartiennent à un média jugé hostile, ou qu'on les en suspecte, pour que les journalistes payent le prix des haines partisans et plus particulièrement de la lutte acharnée que se livrent Fatah et Hamas.

Les journalistes étrangers monnaie d'échange

Depuis le 14 août 2005, dix journalistes étrangers ont été enlevés dans les Territoires palestiniens sans compter une tentative avortée contre deux reporters belges dans le sud de la bande de Gaza. La majorité d'entre eux ont été relâchés au bout de quelques heures ou de quelques jours, durant lesquels ils ont généralement été "bien traités". Deux journalistes américains de la chaîne de télévision *Fox News* ont cependant été retenus pendant deux semaines : le kidnapping de Steve Centanni et Olaf Wiig (le 14 août 2006 à Gaza) a été revendiqué neuf jours plus tard par un groupe inconnu, "Les brigades du Jihad saint", exigeant la libération de tous les musulmans détenus par les Etats-Unis dans les 72 heures. Cette façon de faire suggérerait que les Territoires palestiniens avaient basculé dans un processus irakien. Pour de nombreux observateurs, les journalistes de *Fox News* ont été détenus plus longtemps que leurs confrères parce qu'ils étaient Américains. Contrairement à ce qui se passe en Irak, tous les journalistes enlevés à Gaza ont été relâchés sains et saufs. Et, selon plusieurs responsables politiques palestiniens, ces enlèvements n'obéissent à aucun mobile politique. "Poussés par le désespoir", les ravisseurs agiraient ainsi pour faire aboutir leurs doléances, les uns demandant du travail, les autres une meilleure rémunération, les kidnappeurs utilisent les journalistes comme monnaie d'échange.

Pour le Dr Khalil Al-Haya, président du groupe parlementaire du Hamas, on peut identifier trois catégories de ravisseurs. D'abord, ceux qui, motivés par des intérêts personnels, chercheraient ainsi à faire pression pour obtenir un emploi. D'autres enlèvements seraient organisés par des groupes qui par conviction politique souhaiteraient "encore plus de chaos à Gaza". Enfin, certains groupes essaieraient d'imiter ce qui existe en Irak. Selon le Dr Al-Haya, quelle que soit la motivation des ravisseurs, ces pratiques relèvent du terrorisme et sont "fermement condamnées" par le Hamas. La plupart des organisations et factions palestiniennes ont officiellement condamné ces pratiques.

Tous les responsables politiques s'accordent à dire que les enlèvements de ressortissants étrangers (y compris des employés d'organisations humanitaires dans la bande de Gaza) portent préjudice à la cause palestinienne. Pourtant, même s'ils desservent les intérêts palestiniens, aucune mesure n'a été mise en œuvre pour y mettre un terme. Par ailleurs, il est apparu que dans presque tous les cas d'enlèvements, les ravisseurs sont connus. Or, le dossier est généralement clos au moment où les journalistes sont remis sains et saufs à leur ambassade. Aucune enquête n'a été menée à terme. Dans les rares cas où la justice s'est saisie de l'affaire.

Pour Tawfiq Abu Khoussa, porte-parole du Fatah, "même si l'on identifie les auteurs, il n'y a pas d'institution juridique digne de ce nom, à même de juger les coupables ; ni d'institution capable d'appliquer une décision judiciaire". Avis partagé par Fathi Tobail, directeur du Centre international de la presse, rattaché à l'Autorité palestinienne, pour qui les enquêtes ne peuvent aboutir à cause du chaos dans les Territoires et de l'affaiblissement des services de sécurité¹ depuis le début de l'Intifada. "Dans le cadre de ces enquêtes, certaines personnes, convoquées par la police, n'ont pas pris la peine de se présenter et ont disparu dans la nature", ajoute M. Tobail. C'est notamment le cas des

¹ Il existe sept services de sécurité officiels dans les Territoires palestiniens. Quatre d'entre eux sont directement rattachés au président Mahmoud Abbas, tandis que trois autres dépendent du Hamas. En 2002, Reporters sans frontières avait classé les services de sécurité palestiniens parmi les prédateurs de la liberté de la presse.



Emilio Morenatti

ravisseurs du photographe espagnol de l'agence américaine *Associated Press*, Emilio Morenatti, enlevé à Gaza le 24 octobre 2006. Un groupe de trente chômeurs a organisé le rapt de ce journaliste afin de réclamer des emplois auprès de l'Autorité palestinienne. Aucun d'entre eux n'a été interpellé ni poursuivi en justice. L'armement de la population, depuis le début de la seconde Intifada, particulièrement à Gaza, la multiplication des services de sécurité, rattachés soit au Fatah, soit au Hamas, et l'apparition de gangs criminels, dont l'affiliation n'est pas toujours claire, menacent la sécurité des journalistes étrangers mais aussi locaux.

Multiplication des agressions contre des journalistes et des saccages de médias

Avant le début de la seconde Intifada, les journalistes palestiniens étaient déjà soumis aux pressions venant de l'Autorité palestinienne qui, exerçant un contrôle sévère sur les médias, n'hésitait guère à "fermer" certaines rédactions, voire interpellier des journalistes, jugés trop critiques envers la politique de Yasser Arafat. Aujourd'hui, les prédateurs de la liberté de la presse dans les Territoires sont plus nombreux et les menaces se sont multipliées. Pour avoir mis en cause un politicien, une faction ou simplement un membre des services de sécurité, un journaliste peut recevoir des appels téléphoniques menaçants. Plus grave, en l'espace de six mois, trois médias ont été attaqués et leurs locaux saccagés dans les Territoires palestiniens. C'est le cas, le 12 octobre 2006, de la radio *Al Aamal* du syndicat des ouvriers, affilié au Fatah : après avoir jeté une grenade à l'entrée des studios, des individus armés ont fait sortir les journalistes présents et mis le feu aux cinq étages du bâtiment. Selon plusieurs sources, des membres du Hamas seraient à l'origine de cette attaque.

L'annonce, le 16 décembre 2006, par Mahmoud Abbas, de la tenue d'élections législatives et

présidentielle anticipées, a marqué le début d'un nouveau regain de violence entre les sympathisants du Fatah et la branche armée du Hamas, opposé à ces élections. Ces affrontements ont immédiatement affecté le travail des journalistes venus les couvrir. Ainsi, le 17 décembre, le correspondant du quotidien français *Libération* en Israël et dans les Territoires palestiniens, Didier François, a été blessé par balle lors de tirs échangés à Gaza, entre la branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, et des militants du Fatah. Par ailleurs, des agents du ministère de l'Intérieur ont menacé le cameraman de la chaîne de télévision *France 2* avant de détruire ses enregistrements.



Didier François - 12/06

Pour Saleh Zidane, membre du bureau du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) à Gaza, l'instabilité de la situation s'expliquerait par l'absence d'unité à la tête de l'Etat. "Ce chaos met en danger les journalistes. Nous avons lancé de nombreux appels pour une meilleure entente entre les factions palestiniennes et en faveur du désarmement des milices", a déclaré M. Zidane. Pourtant, certaines violences contre les médias n'ont pas de raison politique évidente, à l'image de l'attaque survenue le 1er novembre 2006 contre les locaux de la radio *Sawt al Chaâb*, affiliée au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Une dizaine d'hommes armés se sont introduits au siège de la station, situé dans le quartier Al-Sabra, au centre de Gaza. Ils ont saccagé le matériel informatique, détruit l'unique émetteur de la chaîne et tiré sur les employés de la radio avant de prendre la fuite. "Ces individus sont entrés et ont mis le feu à notre radio. Au début nous pensions qu'il s'agissait soit du Hamas, soit du Fatah, mais après avoir mené une enquête nous sommes persuadés que c'était l'initiative de trois individus qui voulaient attirer l'attention des services de sécurité pour obtenir un emploi", explique M. Rabah H. Mohanna, l'un des responsables du FPLP. La radio a porté plainte et les trois incendiaires sont aujourd'hui en liberté sous caution dans l'attente de leur procès.

D'une manière générale, les factions accusent les deux principaux partis palestiniens, le Fatah et le Hamas, d'être les principaux ennemis de la presse dans les Territoires. Ces derniers, quant à eux, ont tendance à se rejeter mutuellement la faute.

Guerre entre médias publics et privés



La télévision publique palestinienne, et son pendant radiophonique, ont toujours été considérés comme les porte-voix de Yasser Arafat. Et ces médias continuent aujourd'hui de servir en priorité les intérêts du Fatah. Aussi, de nombreuses factions se plaignent d'être moins prises en compte par les organes de presse publics. De plus, alors que traditionnellement, le président de l'Autorité palestinienne déléguait le contrôle des médias publics au gouvernement, Mahmoud Abbas a repris les rênes de la radio-télévision palestinienne juste avant les dernières élections législatives. *La Palestine Broadcasting Corporation (PBC*, télévision publique palestinienne) et *Wafa* (agence de presse publique) dépendent donc directement du bureau de la présidence. De l'aveu même de Mohammed Shrafi, président de *Wafa*, l'agence a pour rôle principal de diffuser les prises de position officielles. "Mais, plaide-t-il, nous critiquons aussi l'Autorité palestinienne. Nous travaillons avant tout pour le peuple palestinien."

Cette dépendance accrue vis-à-vis de la présidence a parfois des conséquences négatives pour les employés des médias publics. Par exemple, plusieurs journalistes de *Wafa* ont été menacés en septembre 2006. Le bureau de l'agence à Khan Younés a été envahi par des hommes armés qui ont agressé un journaliste et saccagé les locaux. Avant de partir, ces agresseurs ont inscrit sur le mur : "L'agence de presse doit appartenir à tous et non à un seul camp." Pour M. Shrafi, on a cherché à leur envoyer un message. Le même jour, des journa-

listes de *Wafa* et de la télévision publique palestinienne, qui couvraient une marche organisée par le Hamas, ont été pris à parti et leur matériel endommagé. D'autres journalistes de la rédaction ont affirmé avoir reçu des lettres de menaces accompagnées de balles.

Pour le président de l'agence, il est difficile de faire face à ces menaces : "Habituellement, nous déposons une plainte auprès du ministère de l'Intérieur, mais nous avons aujourd'hui le sentiment qu'il n'y a jamais eu ne serait ce que le début d'une volonté du ministère de savoir ce qui s'était passé. Nous avons donc décidé de ne plus porter plainte et de continuer à tenir nos stylos."

Une presse palestinienne diversifiée mais partisane

Les médias palestiniens sont apparus, pour la plupart, après l'établissement de l'Autorité en 1994. Aujourd'hui, la presse palestinienne compte une cinquantaine de radios, une vingtaine de télévisions locales et une trentaine de journaux. *Al Ayyam*, *Al Hayat al Jadida*, imprimés à Ramallah en Cisjordanie, et *Al Quds*, imprimé à Jérusalem-Est, sont les trois plus grands quotidiens avec un tirage de 10 000 exemplaires pour les deux premiers et de 50 000 pour le troisième. Ils disposent tous d'une version électronique. Malgré la multiplication des chaînes de télévision satellitaires arabes et la prédominance d'*Al-Jazira* dans les foyers palestiniens, la radio reste un média très important dans les Territoires. En plus d'alerter les populations sur les possibles dangers qu'ils encourent en cas d'offensive israélienne, la radio permet aux Palestiniens de garder le contact avec leurs familles grâce aux messages laissés de part et d'autre des Territoires. La majorité des médias palestiniens sont financés par des partis politiques ou des groupes religieux.

Le constat est le même à la *PBC*. Pour Mohammed el-Dawodi, son directeur, cette télévision "appartient au peuple palestinien" même si, administrativement, elle est placée sous le contrôle du président Mahmoud Abbas. "Mais, précise-t-il, parce que dans le passé, la présidence a utilisé la télévision publique comme un instrument de propagande et de promotion de sa politique, elle est toujours considérée comme la télévision du Fatah." Du coup,

les journalistes de la télévision sont, eux aussi, particulièrement exposés. En juillet 2006, par exemple, plusieurs cameramen de la *PBC* ont été attaqués par des membres du Hamas après la diffusion d'un reportage impliquant le parti islamique dans l'assassinat du chauffeur de l'ambassadeur de Jordanie. Les locaux de la chaîne à Khan Younès ont également été saccagés.

Les journalistes sont parfois directement pris à partie par les responsables politiques eux-mêmes. Dernier exemple en date : le Premier ministre issu du Hamas, Ismaël Haniyeh, a accusé, en octobre 2006, au stade de Yarmouk à Gaza, les journalistes travaillant pour les médias publics de mener une campagne de dénigrement contre le parti au pouvoir. Ces propos auraient également été repris, à plusieurs reprises, lors des prêches dans les mosquées

qui, selon un dirigeant du FPLP, servent de tribune au Hamas.

Ces déclarations du Premier ministre ont été dénoncées par le Syndicat des journalistes et les responsables des médias publics.

Pour le directeur de la *PBC*, les attaques contre la télévision palestinienne donnent un argument supplémentaire au Hamas pour mettre en avant sa propre chaîne dont le lancement est prévu en 2007. "Nous n'avons pas coupé le contact avec les dirigeants du Hamas. Ils sont venus s'exprimer à la *PBC* et même la critiquer. Aujourd'hui ce sont plutôt eux qui boycottent nos studios et nos journalistes", explique-t-il. À plusieurs reprises, selon lui, des journalistes de la *PBC* n'ont pas été autorisés à couvrir des événements organisés par le gouvernement actuel.

Le Hamas lance en 2007 une télévision satellitaire



S'inspirant du modèle d'*Al-Manar*, chaîne du Hezbollah libanais, le Hamas a lancé, fin 2005, une chaîne de télévision locale, *Al-Aqsa TV*, pour faire face au "contrôle des télévisions terrestres et satellitaires palestiniennes par certains groupes et partis politiques". Une quarantaine de personnes travaillent pour cette chaîne qui diffuse 24h/24.

Le Hamas prépare pour 2007 la diffusion d'*Al-Aqsa TV* sur les satellites Arabsat et Nilesat afin de toucher plus de téléspectateurs. Selon Fathi Ahmad Mohammed Hamad, l'un des responsables de la chaîne, la probabilité de voir les locaux de la chaîne bombardés par l'armée israélienne est très forte. "Notre radio² avait déjà été touchée en 2003, les locaux de notre télévision à Beit Hanoun avaient été visés en 2005 et notre matériel endommagé. Nous avons dû changer de locaux à cinq reprises parce que nos voisins prenaient peur et nous demandaient de déménager", a déclaré M. Hamad à Reporters sans frontières. Interrogé sur l'éventualité de la diffusion d'émissions à caractère antisémite comme ce fut le cas sur *Al-Manar*, le responsable du bureau a souligné qu'*Al-Aqsa TV* "diffuserait des programmes qui soutiennent et servent la cause palestinienne et n'obéissent à aucun critère occidental". Le siège social de la chaîne est situé à Doha au Qatar, mais sa rédaction est basée à Gaza. Un nouveau bureau devrait bientôt ouvrir à Ramallah.

² *Al-Aqsa*, créée en 2003, est la radio officielle du Hamas. Le parti possède également un quotidien en langue arabe *Al-Rissalah* et plusieurs sites Internet.

Les responsabilités de l'armée israélienne

Outre l'insécurité croissante dans les Territoires palestiniens due aux rivalités internes, les professionnels des médias sont également victimes des tirs israéliens et sont handicapés par les restrictions de mouvements imposées par l'Etat hébreu. Depuis le début de la seconde Intifada, le 29 septembre 2000, au moins cinq journalistes ont été tués et 62 blessés par des tirs de l'armée israélienne. Reporters sans frontières a par ailleurs recensé plus de 25 agres-

sions contre des équipes de presse et au moins 18 attaques contre des médias ou leur équipement de transmission. En août 2001, et après l'étude de 45 cas de journalistes blessés par balles dans les Territoires occupés³, l'organisation avait proposé plusieurs mesures destinées à réduire les risques encourus par les journalistes couvrant les événements dans les Territoires occupés. L'armée israélienne en a adopté plusieurs mais tout n'est pas réglé pour autant.

³ Télécharger le rapport "45 cas de journalistes blessés par balles dans les Territoires occupés" (108 ko) au format .pdf (Acrobat).

Les journalistes victimes des tirs de Tsahal

Si le nombre de journalistes blessés ou tués par des tirs israéliens est en baisse (17 blessés en 2006, aucun tué), des inquiétudes demeurent concernant les journalistes qui couvrent les affrontements entre militaires israéliens et militants palestiniens. Reçue par les services du porte-parole de l'armée, Reporters sans frontières a fait part de ses préoccupations liées à l'opacité des enquêtes israéliennes. Selon le major Avital Leibovich, responsable de la presse étrangère au bureau du porte-parole des Forces de défense israéliennes, "les enquêtes n'ont pas abouti à des mises en accusation car les preuves se sont révélées insuffisantes pour poursuivre un officier en particulier".

Reporters sans frontières a notamment évoqué le cas du journaliste britannique, James Miller, tué par une balle israélienne le 2 mai 2003 dans la bande de Gaza à l'âge de 34 ans. L'armée a prononcé un non-lieu dans cette affaire alors que la justice britannique a conclu, en avril



James Miller

2006, qu'il avait été tué "intentionnellement" par un militaire israélien. James Miller, qui portait un gilet pare-balles avec les lettres "TV" inscrites en gros, a été touché par une balle d'un fusil d'assaut de type M-16 tirée par un soldat israélien. Mais, selon le major Leibovich, la balle retrouvée dans le corps du journaliste était trop endommagée pour pouvoir la relier de façon irrécusable à l'arme d'un soldat précis. "L'un d'eux a reconnu avoir ouvert le feu et, de ce fait, a violé les règles d'engagement. Il a été entendu par un tribunal militaire. Il a été jugé et reconnu non coupable. Fait très rare, des responsables de Tsahal ont fait appel de cette décision, mais ils ont été déboutés. Il est possible que James Miller ait été tué par une balle israélienne, mais nous n'en sommes pas sûrs", a ajouté la porte-parole avant de préciser qu'il existait encore une possibilité de recours devant la Cour suprême israélienne.

Selon les officiels rencontrés par Reporters sans

frontières, la baisse du nombre d'incidents impliquant des journalistes s'explique notamment par la diffusion de programmes d'information et l'organisation de séminaires de formation à l'intention des soldats et de leurs supérieurs pour les alerter sur "l'importance du travail des journalistes et les comportements à adopter en leur présence sur le terrain". Les porte-parole de l'armée ont ajouté que la plupart des mesures proposées par Reporters sans frontières en 2001 avaient été appliquées. Ainsi, un numéro d'urgence, disponible 24h/24, a été créé⁴. En situation de crise, les professionnels des médias reçoivent également des alertes par courriel et SMS sur leur téléphone portable. Par ailleurs, des rencontres sont régulièrement organisées entre des militaires et l'Association de la presse étrangère à Jérusalem.

Malgré une baisse notable des incidents, Reporters sans frontières a tout de même recensé 17 journalistes blessés par des tirs israéliens depuis le début de l'année.

C'est le cas, par exemple, de Sabbah Hmada, cameraman de *Dubai TV*, blessé par balles le 27 août 2006 alors qu'il accompagnait Fadel Shana, de l'agence de presse britannique *Reuters*. Les deux hommes se trouvaient à bord d'une voiture qui affichait sa qualité de véhicule de presse par des inscriptions disposées sur son toit et ses côtés. Ils couvraient une incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza dans la nuit du 26 au 27 août 2006. Deux roquettes ont atteint leur véhicule, blessant Sabbah Hmada à la jambe. Depuis, le journaliste se déplace à l'aide d'une canne et souffre d'une diminution de son acuité auditive. "Je me trouvais dans la jeep de *Reuters* avec l'un de leurs journalistes. Nous allions couvrir une attaque de l'armée israélienne près de Gaza. Nous nous sommes rangés sur le bas-côté parce qu'il y avait encore des tirs. Nous faisons très attention. J'étais assis dans la voiture avec la caméra sur le torse. On suivait ce qui se passait à la radio. Un avion de reconnaissance israélien est passé au-des-



Sabbah Hmada - 12/06

⁴ Hotline de l'armée : 03 60 80 245

sus de nous. Quelques instants plus tard, une roquette est tombée entre mes jambes. Des éclats ont touché mes bras et mes jambes. Heureusement, la caméra que je tenais contre mon torse m'a sauvé la vie. Je n'ai pas été autorisé à être soigné en Israël et j'ai dû être transporté vers la Jordanie pour y recevoir un traitement", a raconté le journaliste à Reporters sans frontières. Interrogés sur cette attaque, le colonel Shlomi Am-Shalom, porte-parole adjoint de l'armée israélienne, et le major Leibovich ont déclaré que les déplacements du véhicule paraissaient suspects. "Ils avançaient, s'arrêtaient, avançaient de nouveau puis s'arrêtaient. Ils sont même descendus parler à quelqu'un. Les soldats ont trouvé ce comportement suspect et demandé l'assistance d'une unité aérienne pour tirer sur la route. Il était une heure du matin et il n'était pas possible, depuis l'avion, de voir qu'il s'agissait d'un véhicule de presse. Nous avons pris des photos dans les mêmes conditions une semaine plus tard afin de prouver qu'en vision nocturne l'inscription "TV" n'était pas perceptible et nous avons présenté ces images à *Reuters*. Par ailleurs, le journaliste de *Dubai TV* n'avait pas d'autorisation pour se trouver dans cette voiture", ont-ils déclaré à Reporters sans frontières. Après avoir promis de remettre ces clichés à l'organisation, l'armée a affirmé, quelques jours plus tard, ne plus les retrouver.

La délégation de Reporters sans frontières a également rencontré un second journaliste blessé par des tirs israéliens en 2006 dans la bande de Gaza. Hamid Al Khur, photographe de l'agence de presse Ihlas basée en Turquie, a reçu trois balles israéliennes alors qu'il filmait, le 7 juillet, des affrontements entre des militants palestiniens et des troupes israéliennes, à Beith Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza. D'abord touché à la poitrine, deux autres tirs ont atteint son bras droit. Le photographe, qui portait un gilet pare-balles, a été transporté à l'hôpital Kamal Adwan avant d'être évacué, le lendemain, à l'hôpital de Jérusalem. Après s'être fait opérer en Israël, il a été transporté en Turquie pour y subir une seconde intervention.



Hamid Al Khur - 12/06

"Je couvrais ce jour-là une incursion israélienne dans le nord de la bande de Gaza. Je photographiais l'explosion provoquée par le bombardement d'une maison. Lorsque j'ai voulu me rapprocher, des soldats israéliens m'ont tiré dessus pour m'en dissuader. Je me trouvais à 500 mètres seulement des troupes et portais mon gilet de presse. Après avoir reçu trois balles sur le côté, je me suis couché par terre. J'ai fait semblant d'être mort pour qu'ils arrêtent de tirer", a expliqué le photographe à Reporters sans frontières.

Saisies sur cet incident, les forces de défense israéliennes ont indiqué à Reporters sans frontières qu'au moment des faits "d'importants affrontements opposaient des tireurs palestiniens et des soldats israéliens dans la zone où le cameraman a indiqué avoir été blessé". L'armée ajoute avoir demandé à l'agence de presse du cameraman de fournir des informations sur l'incident (récit détaillé, photos de la blessure et formulaire d'hospitalisation). L'absence de réponse aurait rendu l'enquête difficile. "Nous fournissons de gros efforts pour éviter de blesser soit des civils soit les journalistes qui sont sur le terrain. Nous leur demandons régulièrement d'éviter de se rendre sur les lieux des affrontements. Ceux qui décident malgré tout de s'y rendre doivent avoir conscience du danger qu'ils encourent. Si leur vie n'est pas menacée, nos soldats reçoivent comme instruction de ne pas tirer sur des terroristes lorsque cela peut mettre en danger des civils", ont affirmé dans leur réponse les services du porte-parole de Tsahal.

Statut spécial des journalistes palestiniens

À ces périls auxquels sont confrontés tous les journalistes travaillant dans la bande de Gaza, s'ajoutent d'autres difficultés rencontrées uniquement par les reporters palestiniens. Les restrictions de mouvements qui leur sont imposées pèsent quotidiennement sur leur travail. Les journalistes vivant et travaillant dans la bande de Gaza ne sont pas autorisés à se rendre en Cisjordanie, et vice versa. Selon Avital Leibovich, responsable de la presse étrangère au sein de l'armée, "les journalistes palestiniens sont avant tout des Palestiniens, même s'ils bénéficient d'un statut spécial". La sécurité est encore une

fois invoquée pour expliquer cette discrimination. "Nous ne pouvons pas éliminer la possibilité que des journalistes soient utilisés pour commettre des attentats", ajoute ce responsable. Ces restrictions concernent aussi bien les journalistes palestiniens vivant en Israël que ceux des Territoires. Pour ne citer qu'un exemple parmi beaucoup, le 15 décembre 2006, Awad

Awad, photographe palestinien de l'Agence France-Presse à Jérusalem, n'a pas été autorisé à entrer dans la bande de Gaza. Plus significatif, le 9 décembre 2006, une unité de Tsahal a perquisitionné la maison du journaliste de Reuters, Yousri Al-Jamal, dans la ville d'Hébron en Cisjordanie. Les soldats ont affirmé être à la recherche d'armes et de "substances illégales".

Conclusion et recommandations

Les professionnels de l'information ne se sentent plus en sécurité dans la bande de Gaza, non seulement parce qu'ils craignent d'être victimes de tirs de l'armée israélienne, mais aussi, et peut-être avant tout, par peur d'être pris dans les règlements de comptes interpalestiniens. La bande de Gaza est devenue une poudrière, à la suite de la détérioration de la situation politique interne, et le théâtre d'une lutte fratricide entre les deux principaux partis palestiniens. Le Hamas et le Fatah sont tous deux impliqués dans des agressions contre des médias et des journalistes. Il est impératif que toutes les factions palestiniennes se réunissent afin de **publier une déclaration commune appelant au respect du travail des journalistes locaux et étrangers**. Mais cette déclaration n'aura de poids que lorsque l'Autorité palestinienne aura décidé d'appliquer la loi en **poursuivant et sanctionnant les personnes qui se rendent coupables de délits à l'égard des journalistes**. Poursuivre en justice les ravisseurs des professionnels de l'information et leurs agresseurs est une condition sine qua non pour assurer la sécurité des journalistes dans les Territoires palestiniens.

L'amélioration de la situation de la liberté de la presse passe également par la professionnalisation des médias et par **l'ouverture des médias publics** - l'agence de presse Wafa et la PBC (télévision et radio publiques) - à tous les protagonistes palestiniens quelle que soit leur affiliation politique. Par ailleurs, **l'établissement d'une instance de régulation** permettrait de contrôler les dérives des médias utilisés comme relais de la propagande de certaines factions. La professionnalisation des médias, c'est-à-dire un statut reconnu par tous, permettrait également

de lutter contre la stigmatisation des journalistes qui sont souvent qualifiés de "traîtres à la nation" dès qu'ils tentent de prendre un peu de recul et de distance avec les partis politiques.

Reporters sans frontières appelle également les autorités israéliennes et particulièrement le chef d'état-major de l'armée à **ouvrir des enquêtes** de manière systématique pour tous les incidents impliquant des journalistes et à **rendre publics les résultats de ces investigations**. Afin de réduire ces incidents et pour renforcer la protection des journalistes couvrant des zones dangereuses, il serait utile de réfléchir à la **création d'un signe distinctif** permettant de mieux les identifier. Reporters sans frontières est généralement opposée à tout signe distinctif qui désigne, de fait, les journalistes en tant que cibles. En Irak, ou en Afghanistan, s'identifier de la sorte accroît considérablement les risques auxquels les journalistes s'exposent. Mais dans les Territoires palestiniens, face à une armée régulière et professionnelle, cette identification peut, dans certains cas, accorder une protection supplémentaire. Reporters sans frontières propose donc de rassembler rapidement des journalistes palestiniens et israéliens, des responsables politiques des deux camps, ainsi que des militaires israéliens, pour réfléchir ensemble à cette question et trouver une solution permettant, à l'avenir, de réduire les risques auxquels s'exposent les journalistes qui travaillent dans les Territoires.

Enfin, Reporters sans frontières demande à Israël de **faciliter les déplacements des journalistes palestiniens à l'étranger et dans l'ensemble des Territoires**, notamment entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.